



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 30 – 22 AVRIL 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**GOOGLE  
VEUT FORMER  
UN MILLION DE  
JEUNES  
AFRICAINS AUX  
METIERS DU  
NUMERIQUE**

**FORUM D'AFFAIRES  
AFRIQUE DE L'OUEST  
ET CENTRALE A  
ABIDJAN LES  
27-30 AVRIL 2016**

**AXA  
SE LANCE DANS  
L'ASSURANCE DE  
SPECIALITES EN  
AFRIQUE**

**L'ESSEC  
ENVISAGE D'OUVRIR  
UN CAMPUS A  
MAURICE**

**ACCORD DE PRET  
DE 6Mds USD ET DE  
SWAP DE DEVICES  
ENTRE LA CHINE ET LE  
NIGERIA**

**ALSTOM  
SELECTIONNE POUR LE  
PROJET DE TER AU  
SENEGAL**

**DEMANDE OFFICIELLE  
D'ADHESION DU  
GABON  
A L'OPEP**

**1<sup>ER</sup> POINT DE VENTE DE  
LA MARQUE FRANÇAISE  
THE KOOPLES EN  
AFRIQUE DU SUD**

**BAISSE DE 73 %  
DU RESULTAT NET  
D'ECOBANK  
EN 2015**



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DES FINANCES  
ET DES COMPTES PUBLICS  
MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
DE L'INDUSTRIE ET DU NUMÉRIQUE

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique centrale : doublement en une année des émissions de titres publics

Selon le rapport des activités du marché des titres publics de la BEAC, à la fin février 2016, les ressources mobilisées par les Etats membres de la CEMAC sur ce marché, atteindraient 635,8 Mds FCFA sur un an, contre 312,4 Mds FCFA entre mars 2014 et février 2015. Une situation qui créerait à terme un assèchement en liquidités du système bancaire, en dépit des mesures de politique monétaire prises par la BEAC (baisse du taux d'intérêt directeur, relèvement du plafond de refinancement des banques et réduction de moitié des coefficients de réserves obligatoires). En outre, d'après ce rapport, les titres publics sont de moins en moins souscrits par les particuliers, et seraient essentiellement achetés par les banques.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Baisse de 73 % du résultat net d'Ecobank en 2015

En 2015, la banque panafricaine Ecobank, basée au Togo, a enregistré de très mauvais résultats financiers. Son PNB a baissé de 8 % et son résultat net de 73 %, à 107,5 M USD. Selon le directeur général de cette banque, ces résultats sont essentiellement dus à deux facteurs : la forte augmentation des provisions et la dégradation de la situation économique au Nigéria, pays où se trouve la plus importante filiale du groupe. Ecobank est présent dans 36 pays africains, et compte près de 20 000 employés et 1 200 agences. En termes de total de bilan, c'est le premier groupe bancaire de la zone UEMOA.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ethiopie / Somaliland : signature d'un accord entre les deux pays pour l'optimisation du port de Berbera

Un accord a été signé le 31 mars dernier entre l'Éthiopie et le Somaliland afin de faciliter et d'améliorer le commerce de transit le long du corridor de transport reliant les deux territoires. Cette décision intervient alors que le port de Djibouti fait face à une congestion due à l'arrivage massif de l'aide alimentaire pour l'Éthiopie, confrontée à une forte sécheresse. Plus de 90 % des cargaisons transitent par le port de Djibouti, en raison de difficultés en termes de capacité au port de Berbera et de l'état délabré des routes vers l'Éthiopie. Les autorités éthiopiennes souhaitent néanmoins que 30 % du trafic maritime transite par Berbera d'ici 2020.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya / Tanzanie : prêt de 228 M USD de la BAfD pour la réhabilitation d'une route kényane allant vers la Tanzanie

La Banque africaine de développement a approuvé l'octroi de 228 M USD au gouvernement kenyan pour réhabiliter 172 km de route entre les villes d'Isebania et d'Ahero, un tronçon situé au sud-est du lac Victoria. L'objectif est de renforcer l'intégration régionale entre le Kenya et la Tanzanie, ainsi que le corridor Tanzanie-Kenya-Soudan du Sud. L'axe routier, construit en 1969, n'a fait depuis l'objet que de travaux de maintenance. Ce projet de 280 M USD est financé à hauteur de 81 % par la BAfD, à 4 % par le Fonds fiduciaire UE-Afrique pour les infrastructures (11 M USD) et à 15 % par le gouvernement kenyan (41 M USD). Les travaux devraient débuter cette année et finir en 2019.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda / Kenya : début de la construction du Standard Gauge Railway (SGR) en juillet 2016**

Le ministère des travaux publics et des transports a annoncé le lancement en juillet de la construction de la « voie Est » du SGR, reliant Kampala à Malaba (frontière kenyane). Les travaux, financés par un prêt de 2,3 Mds USD de l'Exim Bank of China, seront réalisés par la China Harbour Engineering Co. Ltd. Selon le ministère, les retombées économiques du SGR s'élèveraient à 118 Mds USD d'ici 2040. Ce projet ferroviaire, dont la portion ougandaise devrait coûter 13 Mds USD, connectera l'Ouganda au Soudan du Sud, au Kenya et au Rwanda. En Ouganda, il comprend notamment la construction de quatre voies reliant Kampala aux villes de Bombo, Mukono, Mpigi et Entebbe.

✉ [nina.llado@dgtresor.gouv.fr](mailto:nina.llado@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Google veut former un million de jeunes Africains aux métiers du numérique**

Le géant américain a annoncé le lancement de [digifyafrica.com](http://digifyafrica.com) : « Un portail de formation en ligne qui hébergera un ensemble de tutoriels et de cours portant sur le numérique ». Ce programme devrait toucher environ 400 000 Nigériens, 300 000 Sud-Africains, 200 000 Kényans et 100 000 autres jeunes à travers le reste de la région, espère le groupe américain. En Afrique, le géant américain dispose de bureaux au Sénégal (Dakar), au Ghana (Accra), au Nigeria (Lagos), en Afrique du Sud (Johannesburg), au Kenya (Nairobi), en Ouganda (Kampala) et en Égypte (Le Caire). Au total, le géant américain entend former en un an 1 million de jeunes en Afrique aux techniques numériques.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CONJONCTURE

---

### ▼ **Nigéria : selon le NBS, poursuite de la hausse de l'inflation en mars 2016, qui atteint 12,8 % en g.a.**

En glissement annuel, l'inflation a atteint 12,8 % en mars selon le Bureau national de la statistique (NBS), le niveau le plus élevé depuis juillet 2012, contre 11,4 % en février. Conséquence notamment de la hausse des coûts de transport liée aux pénuries de carburants, les prix alimentaires ont augmenté de 12,7 %, contre 11,4 % en février. La Banque centrale a relevé son taux directeur de 100 points de base à 12 % le mois dernier après que l'inflation a dépassée 10 % en février.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Nigéria : nouvelles controverses autour du projet de loi de finances 2016**

En janvier, le Président Buhari a retiré la proposition initiale de budget 2016 du parlement, en raison d'une hypothèse de prix du pétrole irréaliste et d'imprécisions dans le projet. Le mois dernier, les législateurs ont approuvé une version amendée du projet de loi de finances, mais ont soumis seulement un résumé à la présidence pour signature, plutôt que le budget complet, ce qui a conduit Muhammadu Buhari à refuser de le promulguer tant qu'il n'aurait pas à disposition l'ensemble des documents. Dès lors, le budget 2016 pourrait être réexaminé par la Chambre des représentants au cours des prochaines semaines.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Selon le FMI, le Nigéria aurait besoin d'une aide rapide, en raison de la dégradation de la situation économique**

L'institution financière internationale s'est déclarée prête à soutenir le pays si les autorités en faisaient la demande. La directrice générale du Fonds, Christine Lagarde, considère que la situation du pays est alarmante, en raison notamment de la dépendance du budget de l'Etat aux recettes pétrolières. Même si, selon elle, un régime de change plus flexible n'est pas la panacée, les mesures de contrôle de change ont un impact néfaste sur le secteur privé. S'en est suivie une passe d'arme avec la ministre nigériane des Finances, qui a déclaré que le Nigéria n'était pas « malade », et que si c'était le cas qu'elle préférerait un « remède local » à la « médecine » du FMI.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Ghana : l'inflation atteint 19,2 % en mars 2016**

L'inflation en glissement annuel a atteint 19,2 % pour le mois de mars 2016, contre 18,5 % en février. Cette nouvelle hausse est la conséquence directe de la hausse des prix des transports publics annoncée en février dernier et répercutant les augmentations des tarifs publics (eau, électricité, essence). L'évolution des prix des produits alimentaires demeure quant à elle modérée à 8,3 %.

✉ [caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr](mailto:caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : émission d'une obligation sur 3 ans par le gouvernement

Le gouvernement devrait émettre cette semaine un emprunt obligataire sur trois ans, avec l'objectif de lever 500 M GHC (115 M EUR). Il s'agira de la troisième émission obligataire de l'année, les deux premières sur cinq ans ayant permis de mobiliser près d'1 Md GHC (231 M EUR) pour refinancer la dette qui, pour rappel, se situait à 25,6 Mds USD en décembre dernier. Le ministère des Finances annoncera le montant précis de cette obligation dans les prochains jours.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Libéria : départ du ministre des Finances et changements à la tête de la Banque centrale

La présidente Sirleaf vient de remplacer le ministre des Finances et de nommer un nouveau gouverneur à la tête de la Banque centrale. Boima Kamara, ancien vice-gouverneur de la Banque centrale en charge de la politique économique, a été nommé ministre des Finances et du Développement, en remplacement d'Amara Mohamed Konneh. Weeks Milton, auparavant membre du conseil d'administration de la Banque centrale, est devenu son nouveau gouverneur. Il remplace Charles Sirleaf, le fils de la présidente, qui a été nommé gouverneur intérimaire en février, après que Joseph Mills Jones a eu démissionné pour se préparer à l'élection présidentielle l'année prochaine.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : émission d'un Eurobond de 1,25 Md USD

Première émission africaine de l'année, le Trésor sud-africain a émis un Eurobond à 10 ans libellé en dollar de 1,25 Md USD. S'il a été souscrit plus de deux fois, traduisant l'appétence toujours forte des investisseurs pour les hauts rendements proposés par la dette sud-africaine malgré les risques d'un déclassement dans les prochains mois de la dette souveraine en catégorie spéculative, l'émission s'est faite à un taux supérieur que dans le passé (à 4,875 %). Cela reflète notamment les craintes des investisseurs au regard du ralentissement de la croissance sud-africaine (attendue cette année à 0,6 % selon le FMI après 1,3 % en 2015).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Angola : 14<sup>ème</sup> mois consécutif de hausse du taux d'inflation, à 23,6 %

Au plus haut depuis 10 ans, le taux d'inflation a très fortement accéléré en mars, à 23,6 % en g.a après 20,3 % en février. Il s'agit du 14<sup>ème</sup> mois consécutif de hausse des prix. Selon le FMI, le taux d'inflation s'élèverait à +19,1 % en moyenne en 2016 (après +10,3 %) et ne reviendrait sous le seuil des 10 % qu'à partir de 2020, conséquence de la dépréciation rapide du kwanza (-18 % depuis janvier par rapport au dollar) qui alimente l'inflation importée. La détérioration continue des perspectives économiques (croissance attendue à 2,5 % cette année par le FMI après 3 % en 2015) devrait alimenter la trajectoire baissière de la devise et maintenir à la hausse les pressions inflationnistes.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : la diversification économique, une exigence du FMI**

La Banque de développement de l'Angola vient d'annoncer qu'elle mettait à la disposition du secteur privé près de 195M EUR afin d'appuyer la diversification du tissu économique et favoriser sa compétitivité, deux exigences du FMI pour accorder son plan d'aide triennal au pays. Ce dernier se voit en conséquence obligé de mettre fin au clientélisme, qui ruinait jusqu'à présent les espoirs de compétitivité, en ouvrant son marché et en mettant fin aux alliances conclues entre un nombre restreint « d'entrepreneurs » chargés de diversifier l'économie.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : coopération économique et commerciale avec la Russie**

Alors que le Portugal annonçait un repli de 40 % de ses exportations sur l'Angola en 2015 et que le bureau de statistiques chinois révélait un effondrement des exportations chinoises (-77 % en g.a à 2,45 Mds USD) vers l'Angola sur janvier et février 2016, les échanges commerciaux entre l'Angola et la Russie affichaient un quadruplement de leur valeur en 2015, à 244 M USD. Les Russes, présents principalement dans le secteur des mines et en particulier des diamants, souhaitent désormais s'attaquer aux secteurs de l'agriculture et de l'énergie. Dans cette optique, plusieurs accords ont été signés dans les domaines de la pêche, de la formation et de l'enseignement supérieur, des transports et de la marine marchande.

✉ rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

▼ **Malawi : confirmation du ralentissement de la croissance en 2015 à 3 %, et déclaration de l'état de catastrophe naturelle**

La croissance du PIB a fortement ralenti en 2015 à 3 % après 6,2 % l'an passé, conséquence notamment de la sécheresse (contraction du secteur agricole de 2,3 %, lequel représente 30 % du PIB), plaçant 16 % de la population en situation d'insécurité alimentaire. La Banque centrale souligne cependant que la persistance éventuelle des mauvaises conditions climatiques pourrait à nouveau peser fortement sur l'activité cette année (projetée à 5,8 % en 2016 contre 4,5 % pour le Fonds) alors que les autorités ont déclaré cette semaine l'état de catastrophe naturelle en réponse aux conséquences économiques et humaines de la sécheresse.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : augmentation de 25 pdb du taux directeur à 7 %**

La Banque centrale a pour la 2<sup>ème</sup> fois consécutive (hausse de 25 pdb en février) procédé à un relèvement de son taux directeur de 25 pdb à 7 % de façon à l'aligner sur ceux de la zone monétaire commune (en particulier le taux directeur sud-africain rehaussé à 7 % en mars) et éviter des sorties capitaux trop importantes, tout en contenant les pressions inflationnistes. Pour 2016, la Banque centrale s'attend à une croissance de 4,3 % (après 4,5 % en 2015) mais s'inquiète de plusieurs risques baissiers qui pourraient pénaliser l'activité, dont la faiblesse durable des cours des produits de base (uranium en particulier), des conditions climatiques difficiles et une reprise insuffisante des principaux pays partenaires.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Swaziland : hausse du taux directeur de 25 pdb à 6,5 %**

Mi-mars, le comité de politique monétaire a rehaussé le taux directeur de 25 pdb à 6,5 %, portant de fait l'écart de taux avec l'Afrique du Sud à 50 pdb. Le comité a aussi justifié sa décision par l'augmentation des pressions sur les prix, le taux d'inflation passant de +5,6 % en g.a en janvier à +7,3 % en février, tiré par la hausse des prix alimentaires (de +6,6 % en janvier à +10,5 % en février) et des transports (de -1,6 % en janvier à +11,9 % en février). Toutefois, la lutte contre les tensions inflationnistes (taux d'inflation attendu à +6,6 % en moyenne par le FMI en 2016) se fera au détriment du soutien à l'activité, la croissance étant anticipée à 0,5 % seulement cette année par le Fonds après 2,5 % en 2014.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Gabon demande à la Chine le rééchelonnement de sa dette**

A l'occasion de la visite au Gabon du président de la Conférence consultative politique du peuple chinois, Yu Zengsheng, la question d'un rééchelonnement de la dette gabonaise a été abordée. Sans qu'un montant n'ait été divulgué, la direction générale de la dette a indiqué que les prêts chinois s'élevaient en 2015 à 218,9 Mds FCFA. Le ratio du service de la dette sur les recettes budgétaires augmenterait en 2015 à 23,8 % contre 14,5 % en 2014, suite à la hausse du principal de la dette et à la chute des recettes budgétaires liées à la baisse des prix du baril.

✉ quentin.simon@dgtresor.gouv.fr

▼ **RDC : le comité de politique monétaire maintient son taux directeur à 2 %**

Le taux de croissance réel du PIB s'établirait à 6,6 % en 2016 contre 6,9 % en 2015. Ce ralentissement serait dû à la diminution de la production minière, dans un environnement marqué par la poursuite de la baisse des cours des matières premières. Sur le marché des changes, à fin mars 2016, les taux indicatif et parallèle se situent respectivement à 941,6 CDF/USD et 958,4 CDF/USD. Quant aux réserves internationales, elles s'établissent à 1,3 Mds USD, correspondant à 5,6 semaines d'importations de biens et services. Le Comité a décidé de maintenir le taux directeur à 2 %, les coefficients de réserves obligatoires restent inchangés (10 % et 9 % pour les dépôts en devises à vue et à terme, et 2 % et 0 % pour les dépôts en CDF à vue et à terme).

✉ francois.quintin@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : satisfecit d'une mission du FMI**

Une mission du Fonds a confirmé son satisfecit quant à la politique économique globale du pays, notamment en matière de finances publiques. La mission et les autorités burkinabées ont également travaillé sur la réforme du secteur de l'énergie. Le Fonds va proposer l'approbation des 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> revues du programme de Facilité élargie de crédit (FEC).

✉ pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : baisse de l'impôt sur les traitements et salaires**

Les députés ont adopté une loi portant modification du code général des impôts. Cette modification introduit une baisse de 8 % du taux de l'impôt sur les traitements et salaires qui était de 30 %. Cette mesure fait suite à un accord conclu le 28 octobre 2014 entre le gouvernement, le Conseil national du patronat du Mali et l'Union nationale des travailleurs du Mali. Son coût annuel est évalué à 10 M EUR. Malgré cette baisse du taux de taxation, l'objectif de croissance de la pression fiscale de 0,5 % du PIB par an est maintenu.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Niger : reconduction du ministre de l'Economie et des Finances

Saidou Sidibé a été reconduit à la tête du ministère de l'Economie et des Finances nigérien dans le nouveau gouvernement.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : évolution économique décevante, selon la Banque mondiale

Selon le rapport sur l'évolution économique 2015 publié par la Banque mondiale (BM), les objectifs fixés n'ont pas été atteints en dépit des efforts fournis par le gouvernement. Le taux de croissance en 2015 est estimé à 3 % au lieu des 5 % projetés. La BM met l'accent sur l'inefficacité de la gestion financière de l'État, la poursuite des subventions accordées aux sociétés d'Etat (Air Madagascar, JIRAMA) et la hausse continue des dépenses de personnel. Le retard dans l'adoption de la Loi de finances rectificative a eu des impacts négatifs sur la gestion des dépenses. Le défi pour l'État est d'améliorer l'efficacité de la gestion financière incluant la crédibilité du budget et le contrôle de son exécution.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Madagascar : nomination du nouveau Premier ministre

Olivier Mahafaly, 52 ans, jusque-là ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, a été nommé Premier ministre par le Président Hery Rajaonarimampianina le 10 avril 2016. Diplômé de l'ÉNA de Madagascar (Enam) en 1998, M. Mahafaly a fait carrière au sein de l'administration. 3<sup>ème</sup> Chef du gouvernement en 2 ans, ce fidèle du Président aura sans doute comme priorité d'aider son mentor à préparer la présidentielle de 2018. Sa tâche s'annonce ardue dans un contexte économique et social très tendu.

✉ [emmanuel.gagniarre@diplomatie.gouv.fr](mailto:emmanuel.gagniarre@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Retour timide des investisseurs étrangers sur la bourse de Maurice

Pour la première fois depuis deux ans, les mouvements des fonds internationaux ont été positifs sur la Bourse de Maurice avec un volume de vente de 1,28 Md Roupies (32 M EUR), pour un volume d'achats de 1,35 Md Roupies (34 M EUR) au 1<sup>er</sup> trimestre 2016. Le flux des désinvestissements étrangers s'était élevé à 152 M Roupies en 2014, pour atteindre 938 M Roupies en 2015. Toutefois, l'euphorie est loin d'être de retour, puisque, sur la même période, le SEMDEX (marché officiel) a perdu 1,18 %, tandis que le DEMEX (marché secondaire) a reculé de 1,12 %. La capitalisation boursière des deux marchés s'élève à quelque 6,3 Mds EUR.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Seychelles : la Banque centrale à l'offensive pour éponger l'excès de liquidités

Pour faire face à un excès de liquidités actuellement dans le circuit monétaire aux Seychelles, la Banque centrale a augmenté le rythme des adjudications de bons du Trésor à raison de deux fois par semaine. Cette hausse des liquidités, qui s'explique en partie par les mesures sociales prises par le gouvernement lors des élections générales de décembre 2015 (introduction d'un salaire minimum, augmentation de la pension vieillesse etc.), se traduit par une pression accrue sur la demande en devises étrangères : + 10% au 1<sup>er</sup> trimestre 2015 par rapport à la même période de 2014. La Banque Centrale mise sur une croissance du PIB de 4,3 % pour 2016.

✉ [jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr](mailto:jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr)



▼ **Soudan : chute de la valeur de la monnaie soudanaise**

La livre soudanaise (SDG) a perdu 7 % de sa valeur face à l'euro et au dollar américain durant la première semaine du mois d'avril, et 30 % de sa valeur durant les six derniers mois. Un dollar valait 13 SDG le 12 avril, tandis qu'un taux dit officiel est resté quasi inchangé à 1 USD pour 6 SDG, depuis novembre 2013, malgré les demandes du Fonds Monétaire International pour un rapprochement du taux officiel vers celui du marché. Le Soudan, malgré un soutien financier de pays de la péninsule arabique, a des réserves en devises de moins de deux semaines d'importation.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : l'ESSEC envisage d'ouvrir un campus à Maurice**

Le groupe ESSEC, qui dispose d'un campus à Singapour, examine la possibilité de s'implanter au Maroc et à Maurice. L'antenne mauricienne serait installée dans un campus pluridisciplinaire, *International Campus for Sustainable Innovative Africa / ICSIA*, en cours d'aménagement au sud-ouest de l'île par le groupe Médine. Des accords ont été déjà conclus par l'investisseur mauricien avec plusieurs établissements français, notamment l'Ecole Centrale de Nantes, l'Ecole d'Architecture de Nantes, l'université Paris-Descartes (médecine), l'université Panthéon-Assas Paris II (droit), etc. Une zone de 34 ha doit être dédiée au campus.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : le budget 2016/17 approuvé par le FMI**

À l'occasion du 6<sup>ème</sup> examen du programme économique ougandais, qui s'est déroulé du 21 mars au 6 avril, le FMI a annoncé qu'il approuvait le budget pour l'année 2016/17. Celui-ci, d'environ 6,3 Mds USD, comprend notamment des dépenses importantes dans les transports (1,13 Mds USD) et l'énergie (714 M USD). L'examen a été mené par le mécanisme du FMI de soutien aux politiques économiques. Sur l'exercice budgétaire 2015/16, le FMI s'est félicité de la réactivité de la Banque centrale face à l'accélération de l'inflation, ainsi que les progrès effectués en termes de taxation et de renforcement des réserves de change. Il a, en revanche, critiqué l'utilisation de ressources destinés à la réduction de la pauvreté pour financer les élections et la sécurité.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Mali : réforme de l'Autorité de régulation des télécommunications

Une ordonnance publiée le 15 avril 2016 réforme l'Autorité de régulation des télécommunications et des technologies de l'information, créée en 2011 au moment de la libération du secteur. Cette nouvelle autorité ne dépend plus du ministre chargé des Télécommunications. Les membres de ce conseil de régulation sont nommés à la suite d'un appel de candidatures, ne sont révocables que dans des cas limitativement énumérés d'infractions graves et n'ont pas à recevoir d'instructions d'une autorité administrative ou politique. La saisine directe de l'Autorité par tout opérateur, fournisseur de services, titulaire de licence ou autorisation en cas de désaccord quant à l'application de la réglementation, est désormais prévue.

✉ jean-jacques.lecat@cms-bfl.com

### ▼ Gabon : augmentation de 15 % à 20 % du taux de l'impôt de distribution (branch tax)

Au Gabon, les produits nets après impôt sur les sociétés des succursales des sociétés étrangères sont soumis à une retenue à la source au titre de l'impôt sur les revenus de capitaux mobiliers. Ce taux, initialement fixé à 15 %, a été porté à 20 % par la loi de finances pour 2016. En revanche, il est maintenu à 10 % s'agissant des succursales de sociétés étrangères résidentes d'un pays ayant signé une convention fiscale avec le Gabon. Ce taux réduit ne s'appliquera toutefois pas si les dispositions de la convention fiscale prévoient un taux inférieur voire même écartent l'application de l'impôt de distribution.

✉ deana.dalmeida@cms-bfl.com

### ▼ Gabon : augmentation de 10 % à 20 % du taux de retenue à la source sur les rémunérations versées à des non-résidents

Le taux de la retenue à la source sur les sommes versées par un débiteur gabonais à un non-résident, actuellement fixé à 10 %, a été porté à 20 % par la loi de finances pour 2016. Sous réserve des dispositions des conventions fiscales de non-double imposition, cette retenue à la source s'applique aux redevances, intérêts et autres rémunérations de prestations de services de toute nature, matériellement fournies ou effectivement utilisées au Gabon, lorsqu'ils sont payés à des personnes physiques ou morales ne disposant pas d'installation professionnelle permanente au Gabon. Ce nouveau taux est applicable depuis le 1<sup>er</sup> février 2016.

✉ deana.dalmeida@cms-bfl.com

### ▼ Nouvelle opération de privatisation pour la Banque commerciale des Seychelles

Anciennement connue sous le nom de Banque d'épargne des Seychelles, la Banque commerciale des Seychelles, qui compte cinq agences dans l'archipel, fait l'objet d'une nouvelle opération de privatisation après celle de 2011 qui avait conduit à la cession de 23 % des actions de cette banque publique. Cette fois-ci, le gouvernement entend céder 17 % des parts, prioritairement à ses employés et aux détenteurs de comptes. L'État seychellois, qui restera majoritaire avec 60 % du capital, laisse entendre avoir un objectif de privatisation totale à long terme. Cette action de privatisation fait suite à celle du groupe d'assurances SACOS qui a abouti en 2014.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Droit des affaires : le cabinet français DS Avocats ouvre deux bureaux en Afrique**

Le cabinet français d'avocats d'affaires s'est doté fin mars d'un département Afrique au siège à Paris, et a ouvert deux bureaux, en Algérie et au Sénégal. La « practice » africaine du cabinet français aux 300 avocats d'affaires est confiée à Bertrand Potot, associé du cabinet, et à Lubomir Roglev, un ancien de Fasken Martineau, un concurrent où il s'occupait déjà d'Afrique. Il a rejoint DS en 2016 en tant qu'associé. David Hountondji, lui aussi fraîchement recruté début 2016, collaborera également au nouveau département du cabinet.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Cameroun : 12 Mds FCFA pour la gestion durable des forêts

Ce financement a été octroyé par le fonds mondial pour l'environnement pour le projet « La gestion durable des forêts sous l'autorité des communes camerounaises » lancé courant 2016 par la FAO et le ministère camerounais des Forêts et de la Faune. Quatre composantes structurent ce projet, la mise en place des forêts communales, le renforcement de capacités pour la gestion du carbone, la restauration des écosystèmes et l'amélioration du stock de carbone.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : octroi d'un prêt de 62 Mds FCFA par la Banque mondiale à l'Etat gabonais

La Banque mondiale vient d'accorder un prêt de 62 Mds FCFA (100 M USD) au Gabon pour améliorer les compétences et l'employabilité des jeunes. Le projet compte trois axes. Le premier vise à renforcer l'efficacité des établissements de formation professionnelle grâce à une meilleure gouvernance du système de formation et à favoriser les relations avec le secteur privé. Le second axe soutiendrait le développement des compétences et la formation à l'entrepreneuriat des jeunes au chômage. Enfin, le troisième axe viendrait en appui au renforcement des capacités institutionnelles du ministère de la Formation professionnelle et de l'Insertion des jeunes, et d'autres organismes d'exécution.

✉ [quentin.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.simon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : le FIDA accordera un financement de 46 M EUR sur la période 2016-2018 pour le secteur agricole ivoirien

Le Fonds international pour le développement agricole pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (FIDA) devrait injecter environ 20 M USD dans le secteur agricole ivoirien sur la période 2016-2018. Ce financement sera affecté au projet Propacom (Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation) que le FIDA met en œuvre depuis 2012 dans le pays et qui vise à faciliter l'insertion professionnelle des jeunes dans le secteur agricole. Depuis 1984, le FIDA a financé 10 programmes en Côte d'Ivoire, pour un montant global d'environ 340 M USD.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : prêt de 78 M EUR de la Corée du Sud

Le Sénégal et la Corée du Sud ont signé le 5 avril deux accords de financement d'un montant total de 78 M EUR. Ces fonds sont destinés à financer la deuxième phase du programme de construction d'infrastructures et d'équipements maritimes (MIEPII). Ce projet permettra l'acquisition d'une drague d'une capacité de 4000m<sup>3</sup> par heure. Une unité de stockage d'hydrocarbures avec embarcadère sera aussi construite, munie d'un système de chargement et de déchargement dans le port de Ndakhonga. Avec ce programme, le Sénégal entend ainsi améliorer sa capacité de desserte maritime, en particulier vers Ziguinchor en Casamance, au sud du Sénégal.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : soutien de la Banque mondiale à l'énergie et à l'agriculture**

Deux prêts de la Banque mondiale ont été accordés en soutien aux secteurs de l'agriculture et de l'énergie. Le projet de l'agriculture pour la croissance rurale et gestion des terres (CASEF), d'un montant de 53 M USD, vise à améliorer la gestion foncière rurale et à développer des chaînes de valeurs dans l'industrie agroalimentaire. Sa mise en œuvre (2016-2021) permettra d'accroître la productivité agricole et les revenus des ménages ruraux, contribuant ainsi à la lutte contre la pauvreté. Le programme PAGOSE (65 M USD) financera des réformes et investissements prioritaires face aux difficultés techniques et financières de la JIRAMA, et pour attirer à plus long terme les investissements privés.

✉ [hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr](mailto:hubert.colaris@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : l'Union européenne confirme le maintien de son aide budgétaire**

L'Union européenne (UE) a confirmé par la voix de son ambassadeur M. Roeland Van De Geer, sa participation à l'aide budgétaire globale. Cette annonce fait suite aux allégations selon lesquelles plusieurs partenaires envisageraient de suspendre leur aide budgétaire, après le second scrutin controversé à Zanzibar qui a conduit au retrait de l'aide américaine. L'UE souhaite encourager la Tanzanie, mais M. Van De Geer a néanmoins insisté sur la responsabilité du gouvernement pour sortir de l'impasse à Zanzibar. Dans le cadre du 11<sup>ème</sup> FED 2014-2020, 626 M EUR ont été alloués à la Tanzanie dont environ 46 % d'aide budgétaire.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : le développement industriel, grande priorité du budget 2016/2017**

Le ministère des Finances tanzanien a annoncé que le budget 2016/2017 en cours d'élaboration prévoyait un doublement des dépenses de développement. Sur un total de 11 Mds EUR, 4,75 Mds EUR seraient alloués au développement industriel soit 40 % du budget total. 75 % des fonds destinés aux dépenses de développement pourraient être financés par des ressources nationales. Le gouvernement entend accélérer l'indépendance financière du pays via l'inclusion du secteur informel dans le système de taxation et l'extension de l'usage des *Electronic fiscal devices* (EFD's), que le gouvernement estime sous-utilisés. Le financement national représentait moins de 20 % dans les précédents budgets.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Signature d'un accord de prêt de 6 Mds USD et de swap de devises entre la Chine et le Nigéria**

A l'occasion du 45<sup>ème</sup> anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Nigéria, le Président Buhari a effectué une visite à Pékin du 11 au 15 avril, au cours de laquelle il a assisté à un forum d'affaires bilatéral. Le ministre nigérian des Affaires étrangères, Geoffrey Onyema, a annoncé que la Chine avait offert au Nigéria un prêt de 6 Mds USD pour financer des projets d'infrastructures. Ni les détails du prêt ni les projets financés ne sont connus. Enfin, la banque publique *Industrial and Commercial Bank of China* (ICBC) a signé avec la Banque centrale du Nigéria un accord de swap de devises, qui va désormais inclure le yuan/renminbi dans ses réserves de change.

✉ [victor.berenger@dgtresor.gouv.fr](mailto:victor.berenger@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : la New Development Bank accorde un prêt de 180 M USD à Eskom**

La Nouvelle banque de développement (NDB), anciennement connue sous le nom de Banque de développement des BRICS, a accordé un prêt de 180 M USD à la compagnie d'Etat Eskom pour le déploiement d'une ligne de transmission de 670 MW et le développement de 500 MW provenant des énergies renouvelables, construites par des producteurs indépendants d'énergie. Ce prêt est une composante des 811 M USD octroyés par la Banque à ses actionnaires pour accompagner l'exploitation des énergies renouvelables avec la répartition suivante : Brésil (300 M USD), Inde (250 M USD), Chine (81 M USD) et Afrique du Sud (180 M USD).

📧 [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : financement d'une étude introduisant une nouvelle méthode de détection de la tuberculose**

La fondation Bill-et-Melinda-Gates a accordé 1,02 M USD aux universités du Cap et de Washington pour le financement d'une étude visant à expérimenter une méthode de diagnostic de la tuberculose. Cette méthode consistant à prélever un échantillon buccal de cellules permet de détecter la maladie chez des adultes et pourrait pallier les insuffisances du traditionnel examen de prélèvements d'expectoration. L'Afrique du Sud fait partie des pays les plus touchés au monde par la tuberculose. Un rapport sur la lutte contre la tuberculose publié fin 2015 par l'OMS fait état d'un taux d'incidence en Afrique du Sud (834/100 000 personnes) supérieur aux autres pays touchés, hormis le Lesotho.

📧 [sarah.watine@businessfrance.fr](mailto:sarah.watine@businessfrance.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Olam investit 150 M EUR dans l'alimentation animale au Nigéria

Le singapourien Olam International va investir 150 M EUR dans deux usines d'alimentation pour le bétail, des fermes d'élevage de volailles et une écloserie pour produire des poussins d'un jour, dans les Etats de Kaduna et Kwara. En janvier 2015, la société française InVivo a signé un partenariat au Nigéria avec Olam, prévoyant une assistance technique et un partage d'expertise sur le développement de solution en nutrition animale. Le secteur de l'élevage de volailles est estimé à 600 M USD au Nigéria. Les importations de volailles sont interdites depuis 2003, ce qui a permis de renforcer la production domestique. Notons néanmoins qu'une part importante des volailles consommées au Nigéria provient du Bénin (14<sup>ème</sup> importateur mondial).

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : le soutien aux producteurs agricoles au plus bas

L'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour l'Afrique du Sud publiée par l'OCDE en pourcentage de la valeur totale de la production agricole s'établit à seulement 2,42 % pour l'année 2014. Ce taux est en baisse par rapport à 2013 (- 7 %) et très inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE (17,3 %) ou de l'UE (18,4 %).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : hausse de la production forestière en 2015

Selon les données publiées par l'interprofession forestière sud-africaine (*Forestry South Africa*), la production commerciale de bois s'est élevée à 15,8 M t en 2015 pour une valeur de 500 M EUR, soit une progression de 0,7 % par rapport à 2014. La majeure partie du bois est destinée à la production de pâte à papier (65 %) et au bois d'œuvre (29 %). Les taxes prélevées par l'interprofession forestière sur la production ont progressé de 5,8 % par rapport à 2014 pour s'établir à 28 M ZAR en 2015 (1,6 M EUR).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : hausse des prix du lait en raison de la sécheresse

Le prix du lait devrait connaître une hausse progressive lors des prochaines semaines depuis que certains transformateurs ont augmenté volontairement le prix d'achat aux producteurs laitiers de 60 cts ZAR/l pour soutenir la production à l'approche de l'hiver dans un contexte par ailleurs de renchérissement de l'aliment. Le prix du lait payé aux producteurs pourrait s'établir ainsi à 4,60 cts ZAR/l (27 cts EUR). En effet, de nombreux éleveurs laitiers doivent faire face à des pénuries d'eau, tandis que la sécheresse a fortement affecté les pâturages et que les prix des grains augmentent rapidement.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : GWK investit 23,5M EUR dans de nouvelles installations agroalimentaires**

L'entreprise agroalimentaire GWK a dévoilé cette semaine son usine GWK Farm Foods. La construction d'un moulin à blé, d'une usine de fabrication de pâtes alimentaires et d'une usine de biscuits a représenté un investissement de 400 M ZAR (23,5 M EUR). Plus de 400 emplois temporaires ont été créés pendant la construction et la nouvelle usine emploiera 100 nouvelles personnes. Sa capacité de traitement est de 25 t/h pour le blé, 1,3 t/h pour les biscuits et 1 t/h pour les pâtes alimentaires. GWK Farm Foods est une filiale de GWK, qui va produire farine de blé, pâtes et biscuits sous la marque Nature's Farm.

✉ [camille.tricoire@businessfrance.fr](mailto:camille.tricoire@businessfrance.fr)

▼ **Angola : des importations de volailles de l'ordre de 450 M USD en 2015**

Le ministre de l'Agriculture, Afonso Pedro Canga, a annoncé qu'en 2015, les importations angolaises de volailles s'étaient élevées à 450 M USD pour un total en volume de 360 000 tonnes de poulets. Le ministre a lancé un appel à l'investissement dans le secteur avicole angolais, en soulignant que le développement de la production nationale est également un moyen de diversifier l'économie tout en permettant de réduire les sorties de devises étrangères (USD/EUR) du pays. Actuellement, seulement 5 % de la consommation nationale de viande de volailles est produite localement.

✉ [rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr](mailto:rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Angola : inauguration d'une nouvelle usine de vinaigre**

Issue d'un partenariat entre l'agro-industriel portugais Mendes Gonçalves et le géant angolais de l'importation Angoalissar, installée dans le pôle industriel de Viana, la nouvelle usine de vinaigre représente un budget de 5 M USD pour une capacité de production de 60 000 bouteilles/j. Selon l'administrateur, Carlos Gonçalves, la 2<sup>ème</sup> phase du projet prévoit un investissement de 10 M USD pour la production de condiments et assaisonnements à partir de 2017. La ministre de l'Industrie angolaise s'est félicitée de cette inauguration qui s'inscrit dans le cadre du Plan national de Développement 2013/2017, contribuant ainsi au développement de l'industrie agroalimentaire angolaise et montrant l'exemple pour d'autres investisseurs.

✉ [dorothee.pye@businessfrance.fr](mailto:dorothee.pye@businessfrance.fr)

▼ **Guinée : interdiction d'exporter les produits agricoles par voie terrestre**

Le Premier ministre guinéen vient de prendre une mesure qui interdit l'exportation des produits agricoles guinéens, notamment le café, le cacao et la noix de cajou, par voie terrestre. Elle devra désormais se faire uniquement par voie aérienne ou portuaire. Cette mesure vise à réglementer le commerce de ces produits d'exportation dont une partie commercialisée dans les pays voisins échappe à l'impôt.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)



## ▼ Energie et matières premières

### ▼ L'Angola est devenu le premier producteur de pétrole en Afrique, devant le Nigéria

D'après le dernier rapport de l'OPEP, le Nigéria a produit 1,677 M de bpj en mars 2016, contre 1,744 M en février, tandis que sur la même période la production de l'Angola est passée de 1,607 M à 1,722 M. C'est la seconde fois en 4 mois que l'Angola dépasse le Nigéria en terme de production de pétrole, qui a atteint 1,722 M de bpj contre 1,607 en novembre 2015. La production de pétrole au Nigéria est réduite par la multiplication des sabotages des pipelines. En février, le pipeline fournissant le terminal pétrolier de Forcados, par lequel devait transiter 249 000 bpj a été saboté. Le travail de réparation de l'installation, gérée par Shell, ne devrait pas être terminé avant le mois de juin.

✉ victor.berenger@dgtresor.gouv.fr / rodolphe.peugeot@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : les ressources naturelles ont représenté 15 % du revenu national en 2014

Les revenus des ressources naturelles, pétrole et gaz, ont représenté 15 % du total des revenus en 2014, ce qui place le Ghana bien loin derrière le Nigéria (96 %), le Tchad (66 %) ou encore le Cameroun (31 %), bien que le pays soit le 2<sup>ème</sup> producteur d'or en Afrique (9<sup>ème</sup> mondial), derrière l'Afrique du Sud, et le 11<sup>ème</sup> producteur de pétrole du continent. Cette part devrait diminuer en 2015, compte tenu de la chute des cours des matières premières. Ces recettes proviennent principalement de 21 sociétés des secteurs pétrolier et aurifère (Tullow, AngloGold Ashanti, Newmont...), représentant près de 1,2 Mds USD en taxes, royalties, dividendes, licences et concessions.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ghana : démarrage de la production d'un parc solaire financé par la Chine

Construite par l'entreprise BXC, filiale de Beijing Fuxing Xiao Chen Electronic Technology Company, le parc se situe près de Winneba dans la région centrale. Cet investissement de 30 M USD permet de rajouter 20 MW de capacité au réseau électrique du pays, étant relié directement à ECG (Electricity Company of Ghana), et il devrait doubler pour atteindre 40 MW dans les prochaines années. Cet investissement a été rendu possible grâce à la loi sur les énergies renouvelables de 2011, permettant au secteur privé d'accéder à ce marché. Le Ghana souhaite qu'à l'horizon 2020 son parc énergétique soit constitué à 10 % de sources renouvelables (à l'heure actuelle elles en représentent moins de 1 %).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du Sud : la centrale à charbon de Majuba reliée à une mine en 2017

Eskom, la compagnie publique d'électricité, a annoncé que le chemin de fer devant relier la centrale à charbon de Majuba (province du Mpumalanga), à une mine de charbon, sera achevé d'ici décembre 2017. Le corridor, long de 68 kilomètres, sera le premier projet de fret ferroviaire de grande envergure lancé dans le pays depuis 1986 et sera opéré par Transnet Freight Rail (TFR). La centrale à charbon de Majuba affiche une capacité de 4 110 MW, générés par trois unités de 665 MW et trois autres de 716 MW. La division génie civil de la société sud-africaine Aveng Grinaker-LTA est responsable de toutes les activités de construction, tandis qu'Aveng Rail est responsable de l'installation des lignes et de la signalisation.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola / Namibie : le projet de barrage hydroélectrique de Baynes toujours d'actualité**

La Namibie et l'Angola viennent de réaffirmer leur engagement pour la construction de la centrale hydroélectrique de Baynes (600 MW). Le barrage sera implanté sur la rivière Cunene qui sépare les deux pays. La Commission technique du Bassin du fleuve Cunene doit encore finaliser la réalisation des études de faisabilité et terminer, d'ici juin 2016, l'ensemble des phases préalables pour la mise en œuvre du projet (des consultations publiques sont à entreprendre notamment envers les communautés des deux pays touchées par le projet). Le coût du projet, estimé à 1,2Md USD, devait être initialement financé à hauteur de 70% par les deux pays et le solde par l'investissement privé mais ce schéma devrait être modifié.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : la construction de la centrale de Batoka prévue pour 2017**

Le ministre zimbabwéen de l'énergie a annoncé que la construction de la centrale hydroélectrique de Batoka, d'une capacité de 2 400 MW, démarrera l'année prochaine et s'achèvera en 2023. Construite conjointement par le Zimbabwe et la Zambie, elle permettra d'allouer 1 200 MW à chacun des deux pays une fois entrée en service. La sélection de la structure en charge de la construction du barrage aura lieu en juillet prochain, une fois les études de faisabilité achevées, et prendra fin en décembre 2016.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : les sociétés malaisiennes Asia Congo Industries et Taman Industries signent deux conventions d'exploitation forestière avec le gouvernement**

Les deux conventions, signées le 14 avril à Dolisie entre le Congo et les deux sociétés malaisiennes de droit congolais, visent à mettre en valeur les Unités forestières d'exploitation (UFE) de Kola, de Malolo et du PK 45. Sur le permis Kola (91 146 ha), attribué à Taman Industries, les prévisions de production porteraient sur un volume fût de 30 000 m<sup>3</sup> par an. S'agissant des permis Malolo (417 910 ha) et PK 45 (496 343 ha), attribués à Asia Congo Industries, les prévisions de production devraient atteindre un volume fût de 655 083 m<sup>3</sup> pour le premier et 641 423 m<sup>3</sup> pour le second.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo : le prix du baril fixé à 30,5 USD en moyenne pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2016**

Le gouvernement congolais et les sociétés pétrolières du Congo ont fixé la moyenne des prix des hydrocarbures produits au Congo à 30,5 USD le baril au premier trimestre 2016, pour un différentiel de -3,5 USD le baril. Il s'agit de la moyenne des prix du Djéno Mélange (29 USD le baril), du Nkossa Blend (33,5 USD le baril), du Nkossa Butane (29,5 USD le baril) et du Nkossa Propane (16 USD le baril).

✉ olivier.jouny@total.com

▼ **Gabon : demande officielle d'adhésion du Gabon à l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole)**

Sorti de l'OPEP en 1995 suite aux refus des membres de réduire sa contribution annuelle, le Gabon aurait demandé en mars dernier sa réintégration à l'organisation. Cette demande devrait être examinée lors de la prochaine assemblée de l'organisation prévue le 2 juin à Vienne. Si la réintégration du Gabon était confirmée, ce pays qui produit 200 000 barils par jour, deviendrait le plus petit producteur de pétrole de l'OPEP, et serait le seul pays de la zone CEMAC au sein du cartel.

✉ [quentin.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.simon@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : une nouvelle mine d'or en activité**

La société True Gold (Canada-Endeavom Corporation) a débuté ses activités de production en ce mois d'avril 2016. L'entreprise devrait produire annuellement 5 tonnes d'or par an, ce qui portera la production totale annuelle du Burkina Faso à 40 tonnes.

✉ [pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr](mailto:pascal.carrere@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : Robex Resources dépasse son objectif de traitement de minerai à Nampala**

L'usine de Nampala (de la société canadienne Ressources Robex Inc.) a traité un tonnage estimé à 55 000 tonnes de minerai au cours du mois de mars 2016. Cela dépasse d'environ 35 % ses objectifs initiaux. Le traitement moyen a été de près de 1 800 tonnes/jour avec un taux de disponibilité de 80 % de l'usine. La construction de la mine est actuellement dans sa phase ultime. L'objectif est d'atteindre une capacité de traitement de 4 000 tonnes par jour, avec notamment la mise en place d'une deuxième trémie d'alimentation.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : importante production d'or au Darfour**

Selon des fuites d'un récent rapport du groupe d'experts auprès du Conseil de sécurité des Nations Unies, chargé de surveiller l'application des sanctions imposées dans la région du Darfour sur les armes, les déplacements et les avoirs financiers : 1) « Les groupes armés au Darfour » auraient produit et exporté 48 tonnes d'or entre 2010 et 2014, pour un montant de 123 M USD, 2) Les milices Abbala dirigées par Moussa Hilal, contrôlaient 400 mines d'or artisanales dans la zone du Jebel Amer (sud-ouest du Soudan) qui leur rapporteraient annuellement 54 M USD en taxes.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Swaziland : Transnet Engineering livre 45 wagons à Swaziland Railway

Transnet Engineering (TE), la filiale d'ingénierie de la société sud-africaine Transnet, a annoncé la livraison en avance de 25 wagons-citernes et 20 wagons porte-conteneurs sur les 90 commandés par la compagnie d'Etat Swaziland Railway, le reste des 45 wagons étant attendu pour mai 2016. Le contrat, d'une valeur de 35 M ZAR, va permettre l'augmentation de 60 % des importations de carburant depuis Durban dans le pays, qui ne dispose pas de raffinerie. Cette livraison intervient un mois après celle effectuée auprès de Botswana Railways pour 200 wagons de passagers et illustre la stratégie de Transnet d'intégrer davantage l'Afrique du Sud à la SADC à travers la promotion de la connectivité ferroviaire régionale.

📧 ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Maurice : le groupe CIEL investit en Inde dans le textile

À travers sa filiale Tropic Knits, le pôle textile du groupe CIEL (4<sup>ème</sup> groupe d'affaires à Maurice, avec un CA annuel de l'ordre de 380 M EUR et quelque 26 000 salariés) a investi 2,6 M EUR à Coimbatore (sud de l'Inde) dans une usine destinée à produire des T-shirts pour le marché local (fabrication de 3 millions d'unités par an). Les deux tiers du chiffre d'affaires de CIEL Textile Ltd (env. 250 M EUR) sont réalisés en dehors de Maurice (Madagascar, Bangladesh, Inde). Proparco a pris récemment une participation de 8 M EUR au sein du groupe CIEL, dont un peu plus de 20 % du capital est détenu depuis fin 2014 par plusieurs fonds d'origine française.

📧 jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Services

### ▼ Afrique : le Groupe Axa se lance dans l'assurance de spécialités

L'assureur français a conclu un partenariat avec le spécialiste britannique de l'assurance des risques Chaucer afin de créer Axa Africa Specialty Risks. Cette nouvelle entité interviendra pour couvrir les risques politiques, le secteur de l'énergie et des infrastructures, sur le continent africain. Axa apportera à la nouvelle entité son expérience marketing et sa marque (appuyée par la présence de huit agences en Afrique). L'entité ainsi créée interviendra dans un secteur marqué par le rôle prépondérant de la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance (CIMA) qui regroupe 14 États d'Afrique subsaharienne et est chargée de veiller au respect du droit des assurances par les compagnies.

📧 gildas.louvel@twobirds.com

### ▼ La Commission nigériane des communications espère tirer 224 M USD à minima de la vente de spectre de fréquence 2,6 GHz

L'objectif du régulateur nigérian des télécoms est de répondre à la demande des opérateurs de disposer d'une bande plus large de fréquences et de favoriser le déploiement de la 4G dans le pays. D'après Ventures Africa, le secteur télécom a contribué à 8,7 % du PIB nigérian en 2015. Enfin, les télécommunications auraient attiré environ 6 Mds USD d'IDE entre 2011 et 2013.

📧 victor.berenger@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : lancement de l'appel d'offres pour la privatisation de Versus Bank**

Le gouvernement ivoirien avait pris la décision en juin 2015 de privatiser Versus bank, la banque publique spécialisée dans le financement des PME. Selon le montage arrêté, l'Etat doit céder 67 % du capital à un groupe bancaire ayant une expérience avérée dans le financement des PME et les 37 % restant à des investisseurs privés ivoiriens. L'appel d'offres vient d'être lancé par le comité de privatisation logé au sein du ministère du budget. La banque d'affaires internationale Rothschild a été retenue par l'Etat ivoirien pour piloter l'opération.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : l'Etat souhaite créer une nouvelle compagnie aérienne nationale**

Sur décision des autorités sénégalaises, la compagnie aérienne nationale Sénégal Airlines a définitivement cessé toute activité, après avoir cumulé des résultats déficitaires depuis ses premiers vols en 2011. Les procédures devant mener à la liquidation sont en cours. Parallèlement, les autorités souhaitent relancer rapidement un nouveau pavillon national Air Sénégal SA doté d'un capital de 61 M EUR, avec l'appui d'un partenaire technique, probablement Turkish Airlines, qui portera le capital à 153 M EUR et assurera la gestion de la compagnie. Cette nouvelle compagnie sera dotée d'un service d'assistance au sol et d'un centre de maintenance.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : Alstom sélectionnée pour la fourniture du matériel roulant du projet de train express régional (TER)**

La société française Alstom a été retenue par les autorités sénégalaises pour la fourniture du matériel roulant dans le cadre du projet de train express régional. Alstom était en compétition avec la firme chinoise Norinco International. Plusieurs entreprises françaises s'étaient positionnées pour la réalisation de ce projet, notamment dans les domaines des infrastructures (rails /génie civil) et de l'électricité/signalisation.

✉ [folly.ananou@dgtresor.gouv.fr](mailto:folly.ananou@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : suppression des taxes douanières sur les terminaux et équipements informatiques destinés aux ménages**

Le Conseil des ministres a adopté une communication du ministre des Postes et de l'Economie numérique proposant la suppression des droits de douane sur les téléphones et le matériel informatique des ménages. Cette mesure vise à renforcer le développement des TIC dans le pays. La mesure sera intégrée à la loi de finances 2017.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopie : les applications VoIP bientôt payantes ?**

Le PDG d'Ethio Telecom, qui possède le monopole des services de télécommunication en Éthiopie, envisage de mettre en place une technologie permettant de contrôler et de facturer l'utilisation des applications « Voix sur IP » (VoIP) telles que WhatsApp et Viber. Cette décision intervient en raison des pertes de revenus enregistrées par la société en raison de l'utilisation de ces applications.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ La startup de la semaine : Niokobok, l'e-commerce au service de la diaspora sénégalaise

Avec un chiffre d'affaires qui tend vers les 500 000 EUR en 2016, Niokobok (« On est ensemble » en wolof) s'est fait un nom au Sénégal depuis sa fondation en 2012. D'abord limitées à Dakar où sont encore 80 % des destinataires, les commandes peuvent désormais être acheminées hors de la capitale. En outre, Niokobok fait l'intermédiaire entre les diasporas sénégalaises principalement de France, mais aussi d'Italie, d'Espagne, des États-Unis et du Canada, et leur famille au pays. En France, c'est à Soisy-sous-Montmorency, au nord de Paris, que Niokobok a établi sa base éphémère et prépare son premier « NiokoTour », un tour de la diaspora sénégalaise pour recueillir ses témoignages et mieux comprendre ses besoins.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Innov'up, un incubateur dédié aux femmes inauguré à Lomé

Encourager l'entrepreneuriat des femmes au Togo, c'est l'objectif que s'est fixé la Fédération des Femmes entrepreneurs et femmes d'affaires du Togo (FEFA) en inaugurant à Lomé le Centre entrepreneurial des femmes d'affaires du Togo baptisé Innov'up. Au Togo, l'implication des femmes dans l'entrepreneuriat notamment dans les secteurs de l'agriculture, du commerce et de l'artisanat est considérable. Seulement 25 % des entreprises créées dans le pays entre 2009 et 2012 l'ont été par des femmes, tandis que la moitié des Togolaises exercent dans le secteur informel et peinent à faire évoluer leurs micro-entreprises vers le statut plus confortable de PME.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Transport urbain : les VTC à l'assaut d'Abidjan

Dans le sillage d'Izicab, trois autres sociétés – Africab, TaxiJet et Drive – ont lancé leur application mobile pour la réservation de voitures de transport avec chauffeur (VTC). D'ici fin avril, Vangsy Goma, le fondateur d'Africab, qui a investi plus d'1 Mrd de FCFA (1,5 M EUR) dans le projet, disposera d'une soixantaine de voitures et le patron espère porter sa flotte à 180 véhicules à la fin de l'année. Ici, contrairement à ce qui se pratique en Europe, les VTC ne proposent pas un service à prix cassé. Au contraire. Un trajet entre le Plateau et l'aéroport, facturé 6 000 F CFA par un taxi, coûtera environ 10 000 F CFA avec Africab et environ deux fois plus cher avec Drive, qui se positionne sur un créneau encore plus haut de gamme.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Afrique du Sud : la marque française The Kooples inaugure son premier point de vente dans le pays

La très en vogue marque de prêt-à-porter The Kooples fera son entrée sur le marché sud-africain le 28 Avril 2016 à l'occasion de l'ouverture du Mall of Africa, le plus grand centre commercial d'Afrique. Créée en 2008, la marque « chic et décalée » qui compte plus de 350 points de vente en propre à travers le monde, aura désormais un pied sur le continent africain, dans la nouvelle zone de Waterfall City, à mi-chemin entre Johannesburg et Pretoria. L'ouverture de ce centre commercial marque l'arrivée de nombreuses marques internationales sur le marché sud-africain.

✉ sarah.watine@businessfrance.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Cameroun : 122 entreprises locales exclues de l'exécution de marchés publics

Les principales défaillances constatées par le ministère des Marchés publics sont : l'abandon du chantier, le retard accusé par rapport aux délais fixés, la livraison non effectuée, le constat de carence établi et notifié, la faillite de l'entreprise. L'exclusion des entreprises défaillantes de la commande publique est fixée à 2 ans. Pour mémoire, en 2015, ce sont 146 entreprises qui avaient été exclues de tout processus d'accès aux marchés publics camerounais, pour des motifs de fraude, de corruption et de détournement de deniers publics.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Gabon : des difficultés pour l'entreprise SIAT Gabon

La société SIAT Gabon (Société d'investissement pour l'agriculture tropicale, d'actionariat belge) déclare 5,7 Mds FCFA de pertes pour l'exercice 2015. Le chiffre d'affaires de l'entreprise s'établit en 2015 à 22,2 Mds FCFA contre 23,3 Mds FCFA en 2014 soit une baisse de 5 %. La prochaine assemblée générale des actionnaires, prévue le 27 avril prochain, devrait permettre d'examiner les causes de cette baisse d'activités.

✉ [quentin.simon@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.simon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : le français Castel double son bénéfice net en 2015

La Société de limonaderies et brasseries d'Afrique (SOLIBRA), filiale ivoirienne du groupe français Castel, a vu son résultat net passer de 11,5 Mds FCFA en 2014 à 22,62 Mds en 2015, soit une hausse de près de 97 %. SOLIBRA doit cette performance essentiellement au fait qu'elle possède 100 % du marché, après le rachat en avril dernier de son principal concurrent (Les Brasseries ivoiriennes). Selon les projections, cette performance pourrait être rééditée cette année, mais probablement pas en 2017 où SOLIBRA devra composer avec l'arrivée sur le marché de *Brassivoire*, une co-entreprise du français CFAO et du néerlandais Heineken.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : la Banque atlantique augmente son capital

La Banque atlantique Togo, filiale du marocain Banque Populaire, a annoncé une augmentation de son capital, qui devrait passer de 10,2 M EUR à 15,2 M EUR. Cinquième sur la place en termes de total bilan, cette banque ambitionne de devenir la troisième à l'horizon 2018.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : modification au capital de la BPEC

Le groupe de loisirs PEFACO a revendu aux capital-investisseurs AfricInvest et Cauris les parts qu'il avait acquises en 2012 dans la Banque populaire pour l'épargne et le crédit (BPEC). Ces deux investisseurs, qui possédaient déjà des parts dans l'établissement, représentent désormais plus de la moitié du capital de l'établissement bancaire, et envisagent une augmentation des fonds propres dans les mois à venir.

✉ [florent.danion@dgtresor.gouv.fr](mailto:florent.danion@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ethiopian Airlines fête son 70<sup>ème</sup> anniversaire**

La compagnie aérienne Ethiopian Airlines (EAL), détenue à 100 % par le gouvernement éthiopien, a célébré son 70<sup>ème</sup> anniversaire le 8 avril dernier. Son premier vol régulier, en 1946, a été opéré à destination du Caire. Aujourd'hui, EAL dessert 83 destinations à l'international (Afrique, Europe, Asie, Moyen-Orient et Amérique) et 20 destinations nationales. Avec 6,97 millions de passagers et 200 000 tonnes de fret transportés en 2015, La compagnie a enregistré un chiffre d'affaire de 1,9 Md EUR en 2015. D'ici 2025, EAL ambitionne de disposer d'une flotte de 140 appareils, de transporter 22 millions de passagers et d'enregistrer un revenu de 10 Mds USD par an.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : mise sous tutelle de Chase Bank par la Banque centrale**

Le 7 avril, la Central Bank of Kenya (CBK), régulateur du secteur bancaire, a mis sous tutelle Chase Bank. Le Chairman et le Managing Director de la banque ont été licenciés, suite à un signalement par le cabinet Deloitte de son incapacité à certifier les comptes. Chase Bank aurait accordés 145 M EUR de prêts sans collatéral à des contreparties proches du management de la banque. Ces prêts non recouvrables pourraient représenter jusqu'à 17 % du portefeuille de prêts de la banque. Cette mise sous tutelle intervient alors que deux banques ont été mises en faillite en 2015. 11<sup>ème</sup> banque kényane en taille de bilan, Chase est spécialisée dans le financement des PME.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : 70 tonnes de médicaments antirétroviraux (ARV) exportés par une entreprise ougandaise**

L'entreprise Cipla Quality Chemical Industries a expédié 70 tonnes de médicaments ARV, pour une valeur totale de 4 M USD, vers la Namibie. Cette commande représente la plus importante commande de médicaments à un fabricant d'Afrique de l'Est. L'entreprise, issue d'un partenariat entre Cipla Ltd (Inde), un des leaders de la fabrication de médicaments génériques, et Quality Chemical Ltd (Ouganda), produit 2 millions d'antirétroviraux par jour, ainsi que des médicaments contre le paludisme et l'hépatite B et C. Elle prévoit d'exporter prochainement 2 M USD de traitements antipaludéens vers la Zambie. Selon le ministère du Commerce, les taxes payées par Cipla rapportent 2 M USD au gouvernement par an.

✉ nina.llado@dgtresor.gouv.fr



## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Ghana : visite officielle de Yu Zhengsheng, président de la Conférence consultative du peuple chinois

Lors des trois jours passés dans le pays, Yu Zhengsheng a rencontré le président Mahama, ouvrant un nouveau chapitre dans les relations sino-ghanéennes, afin de discuter de la coopération entre les deux pays. La Chine investit massivement au Ghana, de la construction à l'énergie solaire, en passant par l'aviation. Le pays souhaite également développer l'apprentissage du chinois et l'accès à la culture chinoise, à travers ses instituts et en proposant diverses bourses à destination des étudiants ghanéens souhaitant se former en Chine, dont le nombre a atteint 4500 l'an passé et serait, d'après l'ambassade de Chine à Accra, le plus élevé d'Afrique.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mauritanie : une délégation du club d'entreprises Bordeaux Afrique (CBSOA) en mission dans le pays

Une délégation du CBSOA, conduite par son président, Robert Dulery, a effectué une mission dans le pays du 17 au 20 avril 2016. La délégation était accompagnée par le représentant de la chambre de commerce et d'Industrie de Marseille Provence. Cette mission était organisée par l'Ambassade de France en Mauritanie, avec le soutien de l'Union du patronat mauritanien et de la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Mauritanie. Elle s'inscrit dans le cadre d'un programme de rencontres multiples organisées tout au long de l'année en Mauritanie et en France, pour renforcer, promouvoir et consolider les échanges et partenariats entre opérateurs économique des deux pays.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Colloque Nigeria, 27 mai au Sénat : un géant économique et la première économie africaine

- Un vaste pays avec près de 180 millions d'habitants (400 millions en 2050)
- Première puissance économique d'Afrique et première destination des investissements français
- Premier partenaire commercial de la France
- Une classe moyenne émergente
- Des secteurs en développement : énergie, agro-industrie, eau, environnement, grande distribution, santé...

L'excellence française y est reconnue et appréciée ! N'hésitez plus : Inscrivez-vous pour rencontrer des experts de ce pays !

✉ jacqueline.huguin@businessfrance.fr

▼ **Atelier d'information Tanzanie, 19 mai 2016, Business France Paris : un partenaire commercial prometteur pour la France**

- Un grand pays d'Afrique de plus de 50 millions d'habitants au centre des grands projets d'infrastructures régionaux ;
- Des perspectives économiques solides ;
- Une stabilité politique ;
- Un fort engagement des bailleurs de fonds ;
- La seconde plateforme logistique après le Kenya pour l'accès aux pays enclavés : Rwanda, Zambie, RDC, Ouganda...

Participez à cet événement pour vous informer sur le potentiel du marché et la pratique des affaires, initier un premier réseau de contacts locaux et identifier de nouvelles opportunités.

✉ [maryse.aziza@businessfrance.fr](mailto:maryse.aziza@businessfrance.fr)

▼ **Gabon : organisation d'un campus international sur le thème « Les nouveaux horizons de l'avocat »**

Du 2 au 4 mai 2016 l'ordre des avocats du barreau de Paris et le barreau du Gabon organisent un campus international sur le thème « Les nouveaux horizons de l'avocat » au Radisson Blu de Libreville. Cet événement verra intervenir, durant deux jours, les bâtonniers de nombreux pays (Niger, Mali, Gabon, Cameroun) sur des thèmes aussi variés que « les défis contractuels pour le développement économique de l'Afrique » ou encore « l'avocat face aux droits humains ». Le programme peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.avocatcampusinternational.org/accueil-gabon/programme>.

✉ [africadesk@twobirds.com](mailto:africadesk@twobirds.com)

▼ **Abidjan accueille la 6<sup>ème</sup> édition du Salon international du tourisme**

Ce Salon se déroule du 20 au 24 avril 2016 au Golf hôtel d'Abidjan, sur le thème « Tourisme en région, source de richesses ». Il devrait enregistrer la participation d'une cinquantaine de ministres africains en charge du tourisme, de près de 25 000 visiteurs et de 300 exposants venus du monde entier. Des ateliers, des conférences, des expositions et des défilés sont prévus au programme. Ce rendez-vous est d'une importance capitale pour la Côte d'Ivoire qui souhaite faire du secteur du tourisme, un de ses leviers de croissance. Entre 2012 et 2014, ce sont environ 210 MEUR qui ont été investis dans le secteur, à travers notamment la construction de plusieurs réceptifs hôteliers.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

▼ **27-30 avril 2016 : Forum d'affaires France-Afrique de l'Ouest et Centrale**

Le premier Forum d'affaires France/Afrique de l'Ouest et Centrale, sur le thème de la Ville du futur, se tiendra à Abidjan du 27 au 30 avril 2016. Sont attendus plus d'une centaine de participants parmi lesquels de nombreux dirigeants d'entreprises françaises de dimension internationale ainsi que des PME/ETI mobilisées par Business France, les conseillers du commerce extérieur de la France et d'Afrique de l'Ouest et Centrale, ainsi que MEDEF international. L'événement accueillera en outre des personnalités françaises et ivoiriennes de haut niveau du monde politique et économique, des représentants du réseau diplomatique et des services économiques français. A cette occasion, les 21 ambassadeurs de France couvrant tous les pays de la région Afrique de l'Ouest et Afrique centrale seront présents.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers.  
La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère des Finances et des Comptes publics et du ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Numérique.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

